Le Rouge Gorge

2019, L'humain d'abord !

PCF SÉCTION FÉCAMP NORMANDIE

Bulletin sans prétention de la section de Fécamp du Parti Communiste Français **Février 2019**

Grand débat et grosses matraques

Y aller ou pas ? C'est la question que se posent beaucoup de nos concitoyens face au « grand débat » organisé par Emmanuel Macron pour tenter de désamorcer le mouvement des gilets jaunes.

D'un côté, nombreux sont celles et ceux qui veulent se faire entendre. Et d'un autre côté, personne n'est dupe de l'opération d'Emmanuel Macron, consistant à essayer d'utiliser les maires comme bouclier, comme le révèle le journal « Le Point ». Personne n'est également dupe du cadenassage du débat que tentent d'imposer les macronistes : de plateaux télé en interviews, tous les hommes du président répètent les mêmes « éléments de langage » politiques : pas question de parler du rétablissement de l'ISF, de l'augmentation du SMIC ou des retraites, des dividendes record versés aux actionnaires du CAC40, dividendes qui vont venir gonfler encore un peu plus les bulles spéculatives au risque de les voir éclater comme ce fut déjà le cas en 2008. Par contre, le gouvernement est d'accord pour que la population discute des services publics à supprimer ou bien discute de quotas pour les immigrés, clin d'œil électoral bien lourdingue en direction des électeurs de droite et d'extrême droite.

Et pour celles et ceux qui ne voudraient pas rentrer dans le rang et continuer à manifester avec les gilets jaunes, ce sera la grosse matraque : tous les observateurs ont pu noter l'escalade dans la brutalité des forces de police, pour le plus grand plaisir du monde de la finance. A un tel point que même M. Jacques Toubon, le défenseur des droits et ancien ministre de Jacques Chirac, s'est senti obligé de dénoncer ces abus.

Alors, que faire ? Après réflexion, les communistes pensent que la politique de la chaise vide reviendrait à laisser les mains libres au fan club d'Emmanuel Macron. Ils veulent fermer la porte de l'ISF et des salaires ? Ensemble, nous l'ouvrirons ! Comme viennent de le proposer Fabien Roussel, le secrétaire du PCF et Ian Brossat, la tête de liste communiste aux élections européennes, bousculons les cadres imposés par le gouvernement, faisons sauter les cadenas en investissant massivement les « grands débats » et exigeons des actes concrets, pas des parlottes creuses. A Fécamp, 4 débats seront organisés, les 4, 8, 27 février et le 2 mars : gilets jaunes, stylos rouges, syndicalistes, marcheurs pour le climat, simples citoyens, allez-y en masse et faites-vous entendre !!! La grève générale lancée par la CGT mardi 5 février sera aussi un moyen de faire entendre l'urgence sociale

Pour vous aider à faire entendre votre voix, les communistes mettent à votre disposition des cahiers de doléances à partir desquels des propositions concrètes de lois citoyennes seront formulées en mars prochain. Bientôt, nous organiserons dans notre cité une votation publique pour rétablir l'ISF et remettre au premier plan la justice, l'humanité dans notre pays.

AU SOMMAIRE :

Page 2 : Bourgtheroulde, débat avec filtre. Révélations sur les coulisses du Grand Débat de Macron

Page 3 et 4: le PCF lance une votation citoyenne pour le rétablissement de l'ISF

Page 5 : l'acte XI des gilets jaunes à Fécamp

Page 6 : retour sur la manifestation du collectif « Un médecin pour chacun »

Page 7 : les SDF exclus du centre de Fécamp ?

Page 8 : l'appel à la grève générale lancé par la CGT le 5 février

L'AGENDA :

BOURGTHEROULDE : DEBAT AVEC FILTRE

Le journal « Le Point » vient de publier un reportage édifiant sur les coulisses du « grand débat » organisé à Bourgtheroulde par le président de la république. Edifiant et inquiétant pour la bonne santé de notre démocratie.

Tout d'abord, des invitations à géométrie variable lancées aux maires par le préfet. Témoignage d'**Olivier Paz**, maire de Merville-Franceville et président de Normandie-Cabourg-Pays d'Auge : *« Dans un premier temps, le préfet me demande de trouver 30 maires pour une réunion de travail avec le président Macron. À ce moment-là, je n'ai pas de problème, je sollicite 30 maires avec lesquels on prépare la rencontre. »* Mais le lendemain, nouveau coup de fil. Cette fois, lui et ses collègues de la Seine-Maritime, de la Manche et de l'Orne sont priés de mobiliser 100 maires par département. L'Eure, département du ministre Sébastien Lecornu, *« a obtenu une dérogation », raille un autre maire, puisque ce ne sont pas 100, mais 400 de ses maires qui sont attendus ».* (sur 600 à 800 invités). Sur quels critères ? La préfecture a refusé de communiquer sur ce point

Pierre Mouraret, maire communiste de Dives-sur-Mer, dans le Calvados, révèle également comment le débat avec Emmanuel Macron a été préparé : *« Il n'y a que deux maires du département qui pourront prendre la parole, celui de Caen qui est Macron-compatible, et un autre du pays d'Auge, qui est de droite. Notre expression ne sera donc pas représentée »*, regrette-t-il.

Autre cadenas posé par le gouvernement : les questions sont préparées en amont, le préfet demandant à chaque maire de préparer deux questions et de les attribuer à deux de leurs collègues, dont les noms seront donnés à l'avance aux préfets. **Alain Lenormand**, maire d'une commune de 750 habitants et vice-président de la communauté urbaine d'Alençon, n'en est toujours pas revenu que le préfet essaye de lui dicter *« une question en lien avec les gilets jaunes »*

Dans l'Eure, devant le conseil municipal de Gasny Emmanuel Macron avait cadré son « grand débat » en déclarant vouloir *« responsabiliser »* les personnes en situation de pauvreté car *« il y en a qui font bien »* et d'autres *« qui déconnent »,* jetant ainsi, une fois de plus, les plus démunis de nos concitoyens en pâture à l'opinion publique.

Et pour être certain que çà ne *« déconne pas »* le dispositif était complété par un quadrillage de tous les villages alentours par les forces de l'ordre afin d'empêcher les gilets jaunes d'approcher de Bourgtheroulde. Thierry -Paul Valette témoigne : *« J'ai dû batailler comme un contrebandier par les bois, braver quatre contrôles de CRS, pour être là. C'est antidémocratique »*, ajoutant : *« Il faut montrer à Emmanuel Macron que même s'il veut nous écarter, on sera là comme une moule accrochée à son rocher ».*

Les mêmes cadenas ont été mis en place à Souillac, lors du 2ème débat d'Emmanuel Macron, comme le dénonce très justement la vidéo mise en ligne par un maire témoin des manipulations de l'Elysée

« Macron veut prendre un virage mais sans tourner le volant », ironisait **Sébastien Jumel,** le député communiste de Dieppe

Les manifestants empêchés d'approcher de Bourgtheroulde par les forces de police

Le seul débat qui vaille dans notre pays, c'est celui qui interroge la répartition des richesses : le rétablissement de l'ISF, la lutte contre l'évasion fiscale, la taxation des plus riches qui se sont gavés de 58 milliards d'euros de dividendes en 2018, et la suppression des aides aux grandes entreprises distribuées sans contrôles ni contreparties en matière d'emplois tandis que nos commerçants, nos artisans et les autoentrepreneurs sont, eux, traités comme des voyous s'ils sont en retard pour payer l'URSSAF ou le RSI.

Le réel débat, c'est de savoir comment on peut utiliser « le pognon de dingue » capté par la grande finance pour que la République reprenne sa place partout dans notre pays avec un renouveau des services publics de proximité, pour financer les hausses des salaires et des pensions indispensables pour que chacun puisse avoir une vie digne.

Partout en Normandie, les militants communistes feront entrer dans le débat national le rétablissement de l'impôt sur la fortune en organisant une grande votation citoyenne. Les élus et militants communistes veilleront à ce que votre parole puisse s'exprimer sur les sujets que vous aurez vous-même choisis, au travers des cahiers de la colère et de l'espoir édités par le journal l'Humanité.

Déterminés à ce que le peuple soit entendu et respecté, vous pouvez compter sur les communistes !

PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Pour suivre l'actualité politique au quotidien :
La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine)

Notre site Internet :
Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos

Le mail du PCF de Fécamp :
pcf76400@gmail.com

Pour suivre l'action des élus Communistes

La page Facebook de Céline Brulin, conseillère régionale de Normandie et sénatrice

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime

Fabien
ROUSSEL
Secrétaire national du PCF
Député

MEETING
LA NORMANDIE EN COLÈRE

Parlons pouvoir d'achat, éducation, santé, industrie...

Jeudi 7 février
à 18h30
Parc des Expos
ROUEN

Vendredi 8 février
à 18h
mairie déléguée
de Cherbourg Octeville
CHERBOURG

PCF

Le secrétaire national du PCF, Fabien ROUSSEL ira à la rencontre des normands les 7 et 8 février prochain au cours de multiples initiatives. Il sera accompagné des 4 parlementaires communistes de Normandie.

Jean-Paul LECOQ
Député

Sébastien JUMEL
Député

Céline BRULIN
Sénatrice

Hubert WULFRANC
Député

Exprimez-vous :

Que feriez-vous avec les 5 milliards de l'ISF ?

Nom
Prénom
mail

Bulletin à renvoyer au PCF par courrier :
33, Place du Général de Gaulle 76000 **Rouen** - 52, rue Labédoyère 76600 **Le Havre**
27, rue des Maillots 76200 **Dieppe**

MACRON, TU AS LE BONJOUR DES GILETS JAUNES

Si le président de la république espérait faire taire les gilets jaunes en lançant son opération « grand débat », c'est raté. Un peu partout en France, ils se sont à nouveau mobilisés ce samedi 26 janvier, pour l'acte XI. Toujours aussi fortement, pour réclamer plus de justice sociale. Fécamp était de la fête, avec toujours la même détermination et le même esprit pacifique

Le pognon de dingue des actionnaires du CAC 40

2018, année record pour les dividendes versés par les entreprises du CAC 40 : en un an, les actionnaires ont engrangé 54,7 milliards d'euros, soit une hausse de + 12,8 % en un an

Taxation des grandes entreprises

Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF propose que les bénéfices des grandes multinationales soient taxés à la source

RETOUR SUR LA MANIFESTATION DU 17 JANVIER DU COLLECTIF « UN MEDECIN POUR CHACUN »

Manifestation association un médecin pour chacun de Fécamp le 17/02/2019

L'Agence Régionale de Santé (ARS) pensait probablement que l'inauguration de l'IRM de l'hôpital de Fécamp se déroulerait dans un confortable entre-soi. Mais l'association « Un médecin pour chacun » avait appelé la population, et tout particulièrement les familles sans médecins, à venir se rappeler au bon souvenir des technocrates du ministère de la santé, après qu'ils aient l'année dernière exclu arbitrairement Fécamp du dispositif des zones médicales prioritaires. Patients, syndicalistes de la CGT, militants du PCF et gilets jaunes ont répondu présents à cet appel

Tout le monde se souvient de la colère soulevée par la décision de l'ARS au moment même où 4 médecins généralistes prenaient leur retraite dans notre cité. Le Rouge-gorge s'était fait l'écho de la pétition géante lancée par l'association « Un médecin par chacun » qui avait réuni plus de 6000 signatures dans notre ville, qui compte, rappelons-le, 19 000 habitants

La sénatrice communiste Céline Brulin, élue de Bolbec, commune qui a subi le même sort que Fécamp, est venue saluer chaleureusement les manifestants. Céline Brulin a fait une intervention très remarquée, lors de l'inauguration de l'IRM : *« J'ai saisi l'occasion de l'inauguration, hier soir, pour réinterpeller l'ARS de Normandie sur les sujets qui continuent à nous inquiéter : le zonage des territoires de santé, incohérent avec la réalité de terrain à Bolbec ou à Fécamp, par exemple. Ou encore les maisons de garde qui, au motif d'harmoniser la situation à l'échelle de la Normandie réunifiée, risquent de fermer, envoyant les patients vers les services d'urgence.»*

Initialement, c'est la directrice de l'ARS qui devait venir mais, avec un héroïsme à peine croyable, elle a préféré se faire remplacer à la dernière minute par son n°2. Ce dernier a reçu, avec la députée EnMarche et le directeur-adjoint de l'hôpital de Fécamp, une délégation de l'association « Un médecin pour chacun » . Grands absents de cette réunion : les représentants de la mairie de Fécamp

Une bonne et une mauvaise nouvelle sont ressorties de cet entretien. La bonne nouvelle : le découpage des zones médicales prioritaires sera revu en avril prochain. La mauvaise nouvelle : le chantage exercé par l'ARS, qui n'est prête à réintégrer Fécamp dans le dispositif des zones déficitaires, et donc dans les subventions aux jeunes médecins désireux de s'installer dans notre cité, qu'à la condition que soit exclu en contrepartie un autre territoire de Normandie. L'association « Un médecin pour chacun » a vigoureusement protesté contre ce dispositif injuste dans une région où 90 % des territoires manquent de médecins.

Pour leur part, les communistes tiennent à pointer à quel point ce dispositif technocratique génère une concurrence sauvage entre les différentes villes de notre région et à quel point il va à l'encontre de toute logique efficace d'aménagement de notre territoire.

L'entretien de l'association « Un médecin pour chacun » avec le n°2 de l'ARS a également porté sur la liberté d'installation des médecins, pointant notamment le refus de la part des députés EnMarche de voter une loi présentée l'année dernière par les députés PS et PCF en faveur d'un conventionnement sélectif des médecins dans les zones déficitaires. La députée macroniste, passablement gênée aux entournures, a accepté l'idée de réfléchir à cette question avec l'ARS

Par ailleurs, l'association « Un médecin pour chacun » a présenté l'expérience intéressante menée par le département de Saône-et-Loire où un réseau de centres de santé publics, avec des médecins salariés, est en train de se mettre en place sous l'égide du conseil départemental, afin de lutter contre la désertification médicale notamment dans les zones rurales, les petites villes et les villages

Manifestation association un médecin pour chacun de Fécamp le 17/02/2019

LETTRE OUVERTE AUX PROPRIETAIRES DU CENTRE VILLE DE FECAMP

C'est avec étonnement, et souvent avec indignation, que beaucoup de fécampois ont découvert les dispositifs anti-SDF mis en place par les copropriétaires d'un immeuble situé dans la rue piétonne de Fécamp. Si la question posée est juste, à savoir les nuisances occasionnées par certains SDF lorsqu'ils sont sous l'emprise de l'alcool et du haschich, par contre la réponse apportée nous semble totalement fausse.

Tout d'abord, ce n'est pas en obligeant les SDF à émigrer vers les immeubles de vos voisins que le problème sera réglé. Il sera simplement déplacé.

Nous vous demandons également de réfléchir : est-ce en excluant des êtres humains accidentés par la vie et la misère qu'on fera progresser notre société ? Il y a eu dans le passé un pays qui avait érigé en système politique l'exclusion et la chasse aux plus pauvres. Ce pays, c'était l'Afrique du Sud et ce système, c'était l'apartheid. Nous nous adressons aujourd'hui à vous, propriétaires du centre ville : est-ce donc dans ce monde-là que vous voulez vivre et faire vivre vos enfants ?

Les communistes de Fécamp proposent une autre solution, plus digne, plus humaine et plus favorable à l'image de marque de Fécamp : que soit mis à la disposition des SDF un lieu où ils puissent se réunir, comme c'était le cas avec l'ASTU, jusqu'à ce lieu de vie financé par le département et encadré par la mairie ferme ses portes quelques mois après que l'actuelle équipe municipale se soit installée aux commandes. Tout comme a été également fermé le foyer l'oasis.

Hélas, le cas de Fécamp n'est pas isolé et l'imagination des adeptes de l'exclusion et du racisme anti-pauvre semble sans limite, comme le montre notre vidéo tournée à Fécamp

Le reportage de FR3 à Fécamp

L'HUMAIN D'ABORD
FRONT DE GAUCHE / PCF

POUR RÉPONDRE À L'URGENCE SOCIALE

La CGT appelle à la grève le 5 février

Depuis de nombreuses années, les politiques menées au service du capital par les gouvernements successifs génèrent de fortes injustices sociales, territoriales et fiscales.

La CGT n'a cessé d'alerter les pouvoirs publics, de mobiliser dans les entreprises et les services contre des reformes régressives et pour une autre répartition des richesses produites dans le pays.

Gouvernement et patronat sont restés sourds et sont responsables de la crise actuelle.

Ce ne sont pas les mesurettes récentes annoncées par le gouvernement en réponse au mouvement des gilets jaunes qui répondent aux urgences sociales.

Les 57 milliards d'euros versés aux actionnaires des grandes entreprises démontrent l'ampleur des richesses créées par les travailleurs.

Au-delà des mobilisations des citoyen-ne-s depuis de nombreuses semaines, il est indispensable de construire un rapport de force, notamment par la grève, pour imposer au patronat la redistribution des richesses.

La CGT appelle les salarié-e-s, les agent-e-s, les jeunes comme les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi à se mobiliser ensemble par la grève et les manifestations pour obtenir :

- une augmentation du Smic, du point d'indice, de tous les salaires et pensions ainsi que des minimas sociaux ;
- une réforme de la fiscalité : une refonte de l'impôt sur le revenu lui conférant une plus grande progressivité afin d'assurer une plus grande redistribution des richesses et d'alléger le poids de l'impôt indirect (TVA, TICPE) pénalisant les salariés et les ménages, le paiement des impôts en France de grandes sociétés (ex. : GAFA), une imposition plus forte des plus hauts revenus et de la détention de capital ;
- la suppression des aides publiques aux entreprises (CICE, et exonérations diverses, etc.) qui ne servent ni l'emploi, ni la revalorisation des salaires, ni l'investissement de l'appareil productif et mettent à mal notre protection sociale ;
- le développement des services publics, partout sur le territoire, en réponse aux besoins de la population, avec des moyens suffisants en personnels pour un bon exercice de leurs missions ;
- Le respect des libertés publiques tel que le droit de manifester remis en cause par le gouvernement.

La CGT appelle à tenir des assemblées générales, sur tous les lieux de travail et dans tous les secteurs professionnels, pour réussir la grève et les manifestions le mardi 5 février 2019 et débattre des suites à construire dans la durée.

Montreuil, le 17 janvier 2019